Déclaration du Représentant du Japon

C'est un honneur pour moi de participer à la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Cette année, une réunion au sommet est organisée pour la première fois aux Nations Unies pour faire le point sur la réalisation des objectifs de développement durable. Le sommet du G20 ainsi que la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VII) se tiendront au Japon. Par ailleurs, les préparatifs des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo en 2020 et de l'Exposition universelle d'Osaka en 2025 sont en cours. Le FIDA s'est engagé activement dans la concrétisation des objectifs de développement durable, notamment l'objectif 1 (Pas de pauvreté), l'objectif 2 (Faim zéro), l'objectif 5 (Égalité des sexes), l'objectif 6 (Accès à l'eau) et l'objectif 13 (Changements climatiques). Le Japon fait grand cas de sa collaboration suivie avec le FIDA pour la réalisation de ces objectifs.

Nous attachons une importance particulière aux trois axes essentiels ci-après, qui constituent le fondement du partenariat qui nous unit au FIDA en matière de promotion du développement agricole et rural:

i) appui à l'accroissement de la production et de la productivité agricoles,

ii) création de la chaîne de valeur alimentaire par le biais de partenariats public-privé,

iii) instauration de sociétés durables grâce à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Nous savons que cette année est particulièrement importante pour promouvoir les efforts entrepris par le FIDA en faveur d'une gestion financière appropriée du développement agricole et rural international dans le cadre de l'amélioration de la mobilisation des ressources – cadre pour la soutenabilité de la dette, perspective d'emprunter sur les marchés et organisation de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA en 2020.

Le premier des trois axes que je viens de mentionner est l'appui à l'accroissement de la production agricole et de la productivité dans les pays en développement. Avec la croissance rapide de la population mondiale, l'augmentation de la production vivrière, dans une optique d'amélioration de la sécurité alimentaire, devient un problème d'ampleur planétaire.

Le Japon a toujours appuyé les efforts de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), initiative établie dans le cadre de la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), en 2008.

À l'occasion de la conférence TICAD V, en 2013, le Japon a déclaré son intention de poursuivre son appui à l'initiative CARD. Lors de la septième Réunion générale de la CARD l'année dernière, qui a marqué la fin de l'initiative, les 23 participants, après avoir examiné les résultats obtenus sur les 10 dernières années, se sont engagés à encore doubler la production de riz dans le cadre de la Phase 2 à venir. La Phase 2 de l'initiative CARD sera lancée lors de la conférence TICAD VII qui se tiendra à Yokohama en août. Nous appelons de nos vœux une coopération entre le FIDA et d'autres institutions pour promouvoir la riziculture en Afrique.

Le deuxième axe est la création de la chaîne de valeur alimentaire par l'intermédiaire de partenariats public-privé. Nous prenons acte du fait qu'il est essentiel de considérer la chaîne de valeur alimentaire dans son ensemble et de favoriser l'ajout de valeur, en fonction du marché, de sorte que les projets de développement dans le domaine de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche aient pour effet direct l'accroissement des revenus des agriculteurs. Cela se traduira par un ajout de valeur, en particulier au profit

de la chaîne alimentaire, moyennant la mise en lien de toutes les phases – production, transformation, distribution et consommation – et le renforcement de la valeur ajoutée de chaque phase. Dans cette optique, l'une des priorités de la Charte pour la coopération au développement, clé de voûte de la politique du Japon en matière d'aide publique au développement, porte sur la "croissance de qualité" et, partant, l'éradication de la pauvreté. Le Japon continuera à contribuer au développement de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche, et notamment à la promotion des filières alimentaires.

Le Japon soutient également les efforts du Projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles, approche destinée à autonomiser les petits horticulteurs et à promouvoir leurs activités qui a été élaborée par le Ministère kenyan de l'agriculture et l'Agence japonaise de coopération internationale en 2006. Nous espérons que le FIDA continuera d'utiliser cette approche et de favoriser un développement de l'agriculture orienté vers les marchés.

Le troisième axe vise à instaurer des sociétés durables et résilientes grâce à une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La conférence TICAD VI, en 2016, s'est tenue pour la première fois en Afrique, plus précisément au Kenya. Le FIDA est l'un des dix membres du comité directeur de l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique établie dans le cadre de la conférence TICAD VI en 2016. En octobre dernier, le FIDA et l'Agence japonaise de coopération internationale ont signé un protocole de coopération afin de renforcer la collaboration dans le cadre de l'approche du Projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles, de l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique et de l'initiative CARD. La conférence TICAD VII se tiendra à Yokohama en août, et à cette occasion, le Japon souhaiterait demander au FIDA, qui fait partie des partenaires importants dans la lutte contre la malnutrition, de continuer à rechercher des possibilités de mettre en œuvre des projets dans ce cadre de ces initiatives.

Enfin, cette année est celle où seront définies la stratégie d'amélioration de la mobilisation des ressources et les dispositions pour la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA. Durant la Onzième reconstitution, le Japon a, au regard des piliers prioritaires mentionnés ci-avant, annoncé sa plus grande contribution en monnaie japonaise depuis la création du FIDA, en 1977 et la première reconstitution des ressources en 1987. Il est extrêmement important, pour des questions de transparence vis-à-vis des contribuables japonais, que l'exécution du budget soit étroitement alignée sur des initiatives que le Japon a toujours menées.

Le Japon va continuer à apporter une contribution active à la réalisation des objectifs importants définis à l'échelle mondiale dans le cadre du développement international – éradication de la pauvreté, sécurité alimentaire et nutrition, qui sont les domaines d'interventions du FIDA.